

## ANNEXE

### **CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE GRASSE / CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES**

#### ENTRE

La « **Commune de Grasse** », identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu de la décision en date du pris en application d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2020, reçue en préfecture le 29 mai 2020, donnant délégation au Maire.

Dénommée ci-après « **La Commune** »

**D'une part,**

ET,

Le « **Centre Communal d'Actions Sociales** » dont le siège est sis Villa Guérin, 42 boulevard Victor Hugo, 06130 Grasse, Établissement public de santé, représenté par Madame Claude MASCARELLI, Vice-présidente, Représentante légale du CCAS.

Dénommé ci-après « **Le CCAS** »

**D'autre part,**

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

Dans le cadre du label Ville d'Art et d'Histoire obtenu par la Commune en 2003, renouvelé en 2018, des actions de médiations sur l'architecture et le patrimoine de Grasse sont conduites par des guides-conférenciers auprès de tous les publics.

Afin d'élargir ces derniers il est envisagé de développer des actions en collaboration avec le CCAS – Plateforme gérontologique du Pays de Grasse – Service Social en Gérontologie et Grasse Activités Séniors.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre la Commune et le CCAS afin de mettre en place des médiations mensuelles à destination des séniors isolés bénéficiaires du dispositif d'animation du Service Social en Gérontologie, ainsi que des animations dans le cadre de Grasse Activités Séniors.

## ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de un an renouvelable. Elle sera exécutoire à compter de sa notification par la Commune au cocontractant.

## ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES :

Les parties s'engagent à effectuer 2 à 6 médiations mensuelles d'une durée respective de 1h à 1h30.

Ces médiations se dérouleront dans des lieux ou des parcours accessibles aux personnes à mobilité réduites et adaptées à tous types de handicaps.

Les parties s'engagent à définir ensemble les thèmes et modalités de ces médiations.

## ARTICLE 4 : MOYENS HUMAINS ET FONCTIONNELS MIS EN ŒUVRE PAR LES PARTIES

Sous le pilotage du chef du service Ville d'Art et d'Histoire, un agent est chargé de réaliser les médiations à destination du public sénior isolé ou non sur proposition et conjointement avec le CCAS.

La Commune mettra à disposition de cet agent le matériel et les moyens de fonctionnement indispensables à l'opération.

## ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXPLOITATION ET DE DIFFUSION PUBLIQUE

Ces médiations sont consenties à titre gracieux au CCAS-SSG.

## ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les deux parties s'engagent à faire paraître gracieusement la mention de leur partenaire avec le logo de l'institution, le cas échéant sur l'ensemble des supports de communication produits à l'occasion de l'opération et à mentionner systématiquement le présent partenariat lors de la mise en œuvre de l'opération.

## ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des deux parties.

## ARTICLE 8 : RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée pour tout motif d'intérêt général.

En cas d'inexécution par l'une des deux parties de ses obligations, la présente convention sera résiliée de plein droit à compter de la notification, par l'autre partie, d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

## ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette

réunion. En cas de refus express d'une des parties pour participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations, le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le  
en deux exemplaires originaux

Pour le CCAS,  
La Vice-présidente

Pour la Commune de Grasse,  
Le Maire

**Claude MASCARELLI**

**Jérôme VIAUD**